

Rapport financier 2018

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Saint-Épiphane

Code géographique : 12030

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Stéphane Chagnon, atteste la véracité du rapport financier
de Saint-Épiphane pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2019-05-06

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État des résultats	5
État de la situation financière	6
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État des gains et pertes de réévaluation	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	12
Charges par objets	13
Fonds local d'investissement (FLI)	14
Fonds local de solidarité (FLS)	15
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Municipalité de Saint-Épiphane,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Municipalité de Saint-Épiphane (Municipalité), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2018, les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité au 31 décembre 2018, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18, S23-1, S23-2 et S23-3 portent sur l'établissement de l'excédent(déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Municipalité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Municipalité à cesser son exploitation;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

[Original signé par]

Mallette S.E.N.C.R.L.
Société de comptables professionnels agréés

CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no A113347

DATE 2019-05-06

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2018	2018	2017
Revenus				
Taxes	1	1 025 298	1 021 650	1 018 514
Compensations tenant lieu de taxes	2	9 748	9 088	8 600
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 200 595	1 011 691	2 860 511
Services rendus	5	122 163	135 416	126 364
Imposition de droits	6	13 660	23 360	98 234
Amendes et pénalités	7	2 000	2 758	2 086
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	8 400	7 462	12 686
Autres revenus	10	228 798	104 291	134 061
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	2 610 662	2 315 716	4 261 056
Charges				
Administration générale	14	307 403	307 795	341 038
Sécurité publique	15	205 932	215 216	189 255
Transport	16	877 790	833 659	792 916
Hygiène du milieu	17	318 893	329 992	321 895
Santé et bien-être	18	9 000	6 528	11 967
Aménagement, urbanisme et développement	19	54 189	38 069	41 289
Loisirs et culture	20	166 719	177 548	136 096
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	8 372	44 532	8 818
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	1 948 298	1 953 339	1 843 274
Excédent (déficit) de l'exercice	25	662 364	362 377	2 417 782
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		6 151 181	3 733 399
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		6 151 181	3 733 399
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		6 513 558	6 151 181

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	669 655	876 586
Débiteurs (note 5)	2	2 177 181	2 871 906
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	2 846 836	3 748 492
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	349 247	2 300 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	223 768	1 077 792
Revenus reportés (note 12)	12	111 464	88 874
Dette à long terme (note 13)	13	2 222 228	348 091
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	2 906 707	3 814 757
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(59 871)	(66 265)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	6 498 198	6 154 854
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19	23 968	24 439
Autres actifs non financiers (note 17)	20	51 263	38 153
	21	6 573 429	6 217 446
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	6 513 558	6 151 181

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		<u>2018</u>	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	1	662 364	362 377	2 417 782
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	)	748 696)	(3 148 827)
Produit de cession	3		6 000	
Amortissement	4		391 695	362 226
(Gain) perte sur cession	5		7 657	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7		(343 344)	(2 786 601)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		471	(445)
Variation des autres actifs non financiers	10		(13 110)	1 624
	11		(12 639)	1 179
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	662 364	6 394	(367 640)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(66 265)	301 375
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(66 265)	301 375
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(59 871)	(66 265)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	362 377	2 417 782
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	391 695	362 226
Autres			
- Perte sur cession	3	7 657	
-	4		
	5	761 729	2 780 008
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	694 725	(2 509 291)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(854 024)	792 450
Revenus reportés	9	22 590	(45 503)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	471	(445)
Autres actifs non financiers	13	(13 110)	1 624
	14	612 381	1 018 843
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(748 696)	(3 148 827)
Produit de cession	16	6 000	
	17	(742 696)	(3 148 827)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	1 896 100	
Remboursement de la dette à long terme	24	(23 200)	(22 700)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(1 950 753)	2 300 000
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	1 237	1 237
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(76 616)	2 278 537
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(206 931)	148 553
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	876 586	728 033
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	876 586	728 033
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	669 655	876 586

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Saint-Épiphane est un organisme municipal constitué et régi en vertu du code municipal de la province de Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

La Municipalité ne contrôle aucun organisme et ne participe à aucun partenariat.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions est effectuée selon la comptabilité d'exercice.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés à titre de produits et de charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, la démolition du centre multifonctionnel, le passif au titre des sites contaminés, les contestations d'évaluation et les réclamations en justice.

Constatation des revenus

Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières reçus de la MRC sont comptabilisés aux activités de fonctionnement ou aux activités d'investissement, les montants non utilisés à des fins spécifiques sont comptabilisés comme revenus reportés;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Le revenu de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;

Les produits de placement sont comptabilisés en fonction du temps écoulé ou au moment où ils sont acquis au titulaire;

Les dons sont constatés à leur juste valeur dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal;

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Municipalité sont composés de l'encaisse, des dépôts en circulation, du découvert bancaire, des chèques en circulation et des placements temporaires ayant une échéance de trois mois ou moins.

Placements

Les placements temporaires sont comptabilisés au moindre du coût et de leur juste valeur.

Les autres placements sont comptabilisés au coût (et s'il y a lieu; déduction faite de toute provision pour moins-value durable).

b) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen.

Immobilisations

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction de leur durée de vie utile, selon la méthode linéaire et les taux suivants :

Infrastructures	de 2,5 % à 6,67 %
Bâtiments	2,5 %
Véhicules	de 5 % à 10 %
Ameublement et équipement de bureau	de 10 % à 20 %
Machinerie, outillage et équipement	de 5 % à 10 %

Les immobilisations en cours de développement ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

La Municipalité capitalise les frais financiers relatifs aux immobilisations en cours de développement jusqu'à la date d'achèvement des travaux de construction ou d'amélioration.

Lorsqu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Municipalité de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit afin de refléter la baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations sont comptabilisées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise de valeur n'est comptabilisée.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode linéaire sur la durée de l'emprunt. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

E) Revenus

Les revenus de transfert sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif dans un poste de revenus reportés qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Municipalité et le Régime de retraite simplifié (RRS) offert par la Municipalité sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S/O

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

S/O

3. Modification de méthodes comptables

Le 1er janvier 2018, la Municipalité a adopté les recommandations des chapitres suivants du Manuel de CPA Canada-Comptabilité :

SP 2200 information relative aux apparentés et SP 3420 Opérations interentités

Ces nouveaux chapitres définissent la notion d'apparentés et comprennent des exigences relatives aux informations à fournir relativement aux opérations entre apparentés ainsi qu'à la comptabilisation des opérations conclues entre des entités du secteur public qui sont comprises dans le périmètre comptable.

Ces changements ont été appliqués prospectivement en accord avec les dispositions transitoires des chapitres et n'ont eu aucun impact sur les états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2018.

SP 3210 Actifs

Ce nouveau chapitre comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les grandes catégories d'actifs non constatés.

Ces changements ont été appliqués prospectivement en accord avec les dispositions transitoires du chapitre et n'ont eu aucun impact sur les états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2018.

SP 3320 Actifs éventuels

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Ce nouveau chapitre comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les actifs éventuels dont la réalisation est probable.

Ces changements ont été appliqués prospectivement en accord avec les dispositions transitoires du chapitre et n'ont eu aucun impact sur les états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2018.

SP 3380 Droits contractuels

Ce nouveau chapitre comprend des exigences relatives aux informations à fournir sur les droits contractuels découlant de contrats ou d'accords qui donneront lieu à des actifs et à des revenus dans l'avenir.

Ces changements ont été appliqués prospectivement en accord avec les dispositions transitoires du chapitre et n'ont eu aucun impact sur les états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2018.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 669 655	876 586
Découvert bancaire	2 ()	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 669 655	876 586
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 73 558	51 713
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 49 977	55 255
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	3 048
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 1 760 257	1 655 931
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 328 819	1 099 482
Organismes municipaux	15 24 298	50 881
Autres		
- Droits de mutation	16 9 974	1 905
- Intérêts à recevoir	17 3 856	5 404
	18 2 177 181	2 871 906
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 1 539 519	
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 1 539 519	
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
-	26	
-	27	
	28	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
7. Placements de portefeuille		
Placements à titre d'investissement	30	
Autres placements	31	
	<u>32</u>	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34	

Note**8. Avantages sociaux futurs****Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	<u> </u>	<u> </u>

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	5 034	5 563
Régimes de retraite des élus municipaux	42	1 029	1 022
	43	<u>6 063</u>	<u>6 585</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

10. Emprunts temporaires

La Municipalité dispose d'emprunts temporaires pour des montants autorisés de 140 000 \$ et 3 568 358 \$, portant intérêt au taux préférentiel et 3,74 %. Ils sont renouvelables annuellement.

11. Crédoiteurs et charges à payer

Fournisseurs	47	122 387	868 623
Salaires et avantages sociaux	48	26 920	39 700
Dépôts et retenues de garantie	49		66 696
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
-	53		
- OMH	54	1 800	9 800
- Frais courus	55	14 157	10 128
- Provision pour dépréciation	56	58 504	60 000
- TPS	57		22 845
	58	223 768	1 077 792

Note

INCERTITUDE RELATIVE À LA MESURE

Provision pour dépréciation, l'ancien centre communautaire de la Municipalité n'est plus assurable, le bâtiment présente des risques liés à la solidité de la structure. Le conseil est en discussion pour la démolition du bâtiment dans le futur. Un passif de 58 504 \$ (2017 - 60 000\$) a été comptabilisé pour les frais de démolition, le montant réel de la démolition pourrait être différent.

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	59	6 827	5 819
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions de promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
-	68		
- Droits carrières	69	95 310	68 730
- Autres	70	9 327	14 325
-	71		
	72	111 464	88 874

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

							2018	2017
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance					
	de	à	de	à				
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,95	3,64	2030	2038	73		2 224 700	351 800
Obligations et billets en monnaies étrangères					74			
Gains (pertes) de change reportés					75			
					76			
Autres dettes à long terme								
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77			
Organismes municipaux					78			
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79			
Autres					80			
					81		2 224 700	351 800
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(2 472)	(3 709)	
					83		2 222 228	348 091

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2018		
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2019	84	92	88 700	100	109	117	88 700
2020	85	93	91 700	101	110	118	91 700
2021	86	94	94 700	102	111	119	94 700
2022	87	95	98 100	103	112	120	98 100
2023	88	96	101 400	104	113	121	101 400
2024 et +	89	97	1 750 100	105	114	122	1 750 100
	90	98	2 224 700	106	115	123	2 224 700
Intérêts et frais accessoires			107 (	)		124 ()
	91	99	2 224 700	108	116	125	2 224 700

Note

		2018	2017
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	126	(59 871)	(66 265)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	()
Autres	128	()
	129	(59 871)	(66 265)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	158		185		212		
Eaux usées	131	159		186		213		
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	2 304 864	160	351 488	187	214		2 656 352
Autres	133	5 273 089	161	321 338	188	215		5 594 427
Réseau d'électricité	134		162		189	216		
Bâtiments	135	2 138 146	163	3 746	190	217		2 141 892
Améliorations locatives	136		164		191	218		
Véhicules	137	1 115 959	165	28 077	192	22 762	219	1 121 274
Ameublement et équipement de bureau	138	159 856	166	8 374	193		220	168 230
Machinerie, outillage et équipement divers	139	961 925	167	15 729	194		221	977 654
Terrains	140	12 103	168		195		222	12 103
Autres	141		169		196		223	
	142	<u>11 965 942</u>	170	<u>728 752</u>	197	<u>22 762</u>	224	<u>12 671 932</u>
Immobilisations en cours	143		171	19 944	198		225	19 944
	144	<u>11 965 942</u>	172	<u>748 696</u>	199	<u>22 762</u>	226	<u>12 691 876</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145		173		200		227	
Eaux usées	146		174		201		228	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	1 206 200	175	76 503	202		229	1 282 703
Autres	148	2 766 155	176	145 227	203		230	2 911 382
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	482 833	178	54 324	205		232	537 157
Améliorations locatives	151		179		206		233	
Véhicules	152	507 316	180	83 222	207	9 105	234	581 433
Ameublement et équipement de bureau	153	122 052	181	10 276	208		235	132 328
Machinerie, outillage et équipement divers	154	726 532	182	22 143	209		236	748 675
Autres	155		183		210		237	
	156	<u>5 811 088</u>	184	<u>391 695</u>	211	<u>9 105</u>	238	<u>6 193 678</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>6 154 854</u>					239	<u>6 498 198</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	()	244	()	246	()	248	()
Valeur comptable nette	242						249	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	250	
Immeubles industriels municipaux	251	
Autres	252	
	253	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	
Note		
<hr style="border: 1px solid black;"/>		
17. Autres actifs non financiers		
Frais payés d'avance		
- Frais payés d'avance	256	51 263
-	257	38 153
-	258	
Autres		
-	259	
-	260	
	261	51 263
		38 153
Note		
<hr style="border: 1px solid black;"/>		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

18. Obligations contractuelles

OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION

La Municipalité s'est engagée à assumer 10 % du déficit annuel de l'Office Municipal d'Habitation de la Municipalité de Saint-Épiphane. Tout montant que la Municipalité pourrait être appelée à déboursier sera comptabilisé dans l'exercice en cours.

19. Droits contractuels

S.O.

20. Passifs éventuels**a) Cautionnement et garantie**

N/A

b) Auto-assurance

N/A

c) Poursuites

N/A

d) Autres

N/A

21. Actifs éventuels

S.O.

22. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

23. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

24. Instruments financiers

S/O

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Budget 2018		Réalizations 2018		Total	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	1 025 298	1 021 650			1 021 650	1 018 514
Compensations tenant lieu de taxes	2	9 748	9 088			9 088	8 600
Quotes-parts	3						
Transferts	4	1 200 595	416 420			416 420	252 766
Services rendus	5	122 163	135 416			135 416	126 364
Imposition de droits	6	13 660	23 360			23 360	98 234
Amendes et pénalités	7	2 000	2 758			2 758	2 086
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	8 400	7 462			7 462	12 686
Autres revenus	10	228 798	89 291			89 291	93 319
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	2 610 662	1 705 445			1 705 445	1 612 569
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15		595 271			595 271	2 607 745
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18		15 000			15 000	40 742
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20		610 271			610 271	2 648 487
	21	2 610 662	2 315 716			2 315 716	4 261 056
Charges							
Administration générale	22	298 403	290 847	16 948		307 795	341 038
Sécurité publique	23	155 932	163 047	52 169		215 216	189 255
Transport	24	721 290	708 515	125 144		833 659	792 916
Hygiène du milieu	25	181 193	180 988	149 004		329 992	321 895
Santé et bien-être	26	9 000	6 528			6 528	11 967
Aménagement, urbanisme et développement	27	52 189	36 303	1 766		38 069	41 289
Loisirs et culture	28	116 719	130 884	46 664		177 548	136 096
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	8 372	44 532			44 532	8 818
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	405 200	391 695	(391 695)			
	33	1 948 298	1 953 339			1 953 339	1 843 274
Excédent (déficit) de l'exercice	34	662 364	362 377			362 377	2 417 782

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018		2017
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	662 364	362 377	2 417 782
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	( 610 271 ) (	( 2 648 487)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	662 364	(247 894)	(230 705)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	405 200	391 695	362 226
Produit de cession	5		6 000	
(Gain) perte sur cession	6		7 657	
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	405 200	405 352	362 226
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		4 614	
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11		4 614	
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	)	( 23 200 ) (	( 22 700)
	18		(23 200)	(22 700)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	)	( 34 324 ) (	( 30 938)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		7 346	8 061
Excédent de fonctionnement affecté	21		12 691	
Réserves financières et fonds réservés	22		(16 997)	(16 811)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25		(31 284)	(39 688)
	26	405 200	355 482	299 838
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 067 564	107 588	69 133

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		<u>2018</u>	<u>2017</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	610 271	2 648 487
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	(6 111)	(292 212)
Sécurité publique	3	()	(54 868)
Transport	4	(411 331)	(13 878)
Hygiène du milieu	5	(300 889)	(1 534 782)
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()
Loisirs et culture	8	(30 365)	(1 253 087)
Réseau d'électricité	9	()	()
	10	(748 696)	(3 148 827)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11	(4 614)	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	()	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	330 788	
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	34 324	30 938
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15	23 679	213 620
Excédent de fonctionnement affecté	16		
Réserves financières et fonds réservés	17	(15 796)	25 826
	18	42 207	270 384
	19	(380 315)	(2 878 443)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	229 956	(229 956)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Rémunération	1	468 918	495 426	446 029
Charges sociales	2	89 494	83 598	79 998
Biens et services	3	837 297	796 820	789 194
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	8 372	44 532	8 818
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec	6			
et ses entreprises	7			
D'autres tiers	8			
Autres frais de financement				
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	118 970	120 816	147 577
Transferts	10			
Autres	11			
Autres organismes				
Transferts	12			
Autres	13	14 537	10 381	
Amortissement des immobilisations	14	405 200	391 695	362 226
Autres				
- Autres	15	5 510	10 071	9 432
-	16			
-	17			
	18	1 948 298	1 953 339	1 843 274

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Autres charges	8
	9
Excédent (déficit) de l'exercice	10

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11
Placements de portefeuille	12
Débiteurs	13
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14
Provision pour moins-value	15 () ()
	16
	17

Passifs

Créditeurs et charges à payer	18
Revenus reportés	19
Dette à long terme	20
	21
Solde du Fonds local d'investissement	22

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

2018

2017

RÉSULTATS

Revenus

Revenus provenant de la gestion foncière	1	
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2	
Autres revenus	3	
	4	

Charges

Frais de gestion		
Salaires	5	
Créances douteuses	6	
Autres frais de gestion	7	
	8	

Activités et projets de mise en valeur du territoire

-	9	
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
-	14	
	15	
	16	

Excédent (déficit) de l'exercice

17

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	18	
Placements de portefeuille	19	
Débiteurs	20	
Provision pour créances douteuses	21	() ()
	22	
Autres	23	
	24	

Passifs

Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25	
Créditeurs et charges à payer	26	
Revenus reportés		
Provenant de la gestion foncière	27	
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	28	
Autres	29	
Autres	30	
	31	

Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire

32

Note sur les autres actifs**Note sur les créditeurs et charges à payer****Note sur les autres revenus reportés****Note sur les autres passifs**

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	452 375	441 312
Excédent de fonctionnement affecté	2	83 019	30 210
Réserves financières et fonds réservés	3	139 354	106 561
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ()	(
Financement des investissements en cours	5		(229 956)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	5 838 810	5 803 054
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	6 513 558	6 151 181
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	452 375	441 312
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	452 375	441 312
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
-	12		
-	13		
- Borne sèche	14	17 500	17 500
- Logiciel	15	2 400	2 400
- Remblais	16	2 677	2 677
- Fissure fondation et rampe	17	1 942	1 942
- Travaux rang 3	18		5 691
- Travaux asphaltage rang 4	19	57 500	
- Valve d'eau	20	1 000	
	21	83 019	30 210
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	83 019	30 210
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
- Appareils respiratoire	28	53 294	46 500
- Habit combat incendie	29	10 256	5 111
- Vidanges étangs aérés	30	10 008	4 950
-	31		
	32	73 558	56 561
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	50 000	50 000
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	15 796	
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	65 796	50 000
	48	139 354	106 561

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () ()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () ()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()
Autres	52 () ()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () ()
	54 () ()
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () ()
Assainissement des sites contaminés	56 () ()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () ()
Autres		
-	58 () ()
-	59 () ()
	60 () ()
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () ()
Intérêts sur la dette à long terme	62 () ()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () ()
Utilisation du fonds de roulement	64 () ()
Mesure relative aux frais reportés	65 () ()
Autres		
-	66 () ()
-	67 () ()
	68 () ()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () ()
Frais d'émission de la dette à long terme	70 () ()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () ()
Autres		
-	72 () ()
-	73 () ()
	74 () ()
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
-	79	
	80	
	81 () ()

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82		
Investissements à financer	83 (	)	( 229 956)
	84		(229 956)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	6 498 198	6 154 854
Propriétés destinées à la revente	86		
Prêts	87		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	6 498 198	6 154 854
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	6 498 198	6 154 854
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93 (	2 222 228)	(348 091)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (	2 472)	(3 709)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	1 565 312	
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97		
	98 (	659 388)	(351 800)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 ())
	100 (	659 388)	(351 800)
	101	5 838 810	5 803 054

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2
Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements		
	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	
Rendement espéré des actifs	33 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	35	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(_____)	(_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017	
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85 (_____)	(_____)	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 (_____)	(_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite <u>capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Autres régimes	111	
	112	

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 _____ 1

Description des régimes et autres renseignements

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	114	114
	5 034	5 563

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2018	2017
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	115	115
	1	1

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2018	2017
Cotisations des élus au RREM	116	<u>305</u>	<u>303</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	117	1 029	1 022
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	118		
	119	<u>1 029</u>	<u>1 022</u>

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TAXES		Réalisations 2018	Réalisations 2017
SUR LA VALEUR FONCIÈRE			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	780 732	775 143
Taxes spéciales			
Service de la dette	2	31 391	31 452
Activités de fonctionnement	3		
Activités d'investissement	4		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	5		
Activités de fonctionnement	6		
Activités d'investissement	7		
Autres	8		
	9	812 123	806 595
SUR UNE AUTRE BASE			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	10	90 610	82 891
Égout	11		
Traitement des eaux usées	12		
Matières résiduelles	13	72 828	71 495
Autres			
- Compteur d'eau	14	2 060	2 196
- Réserves	15	25 519	24 371
- Autres	16	14 105	13 572
Centres d'urgence 9-1-1	17	4 405	4 340
Service de la dette	18		
Pouvoir général de taxation	19		
Activités de fonctionnement	20		13 054
Activités d'investissement	21		
	22	209 527	211 919
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	23		
Autres	24		
	25		
	26	209 527	211 919
	27	1 021 650	1 018 514

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Réalisations 2018	Réalisations 2017
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	28	22	91
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	29		
Taxes d'affaires	30		
Compensations pour les terres publiques	31	57	57
	32	79	148
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	33		
Cégeps et universités	34		
Écoles primaires et secondaires	35	7 622	7 017
	36	7 622	7 017
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	37		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	38		
Taxes d'affaires	39		
	40		
	41	7 701	7 165
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	42	1 387	1 435
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	43		
Taxes d'affaires	44		
	45	1 387	1 435
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	46		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	47		
	48		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49		
Autres	50		
	51		
	52	9 088	8 600

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

TRANSFERTS		Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53	2 007	1 420
Sécurité publique			
Police	54	2 046	1 919
Sécurité incendie	55		
Sécurité civile	56		
Autres	57		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58	229 244	151 139
Enlèvement de la neige	59		
Autres	60	65 000	10 000
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61		
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	7 431	
Réseau de distribution de l'eau potable	69		
Traitement des eaux usées	70		
Réseaux d'égout	71		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72	9 110	7 930
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73		
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78		
Autres	79		
Santé et bien-être			
Logement social	80		
Sécurité du revenu	81		
Autres	82		2 492
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84		
Promotion et développement économique	85		
Autres	86		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87	23 055	6 229
Activités culturelles			
Bibliothèques	88		
Autres	89		
Réseau d'électricité	90		
	91	337 893	181 129

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92		
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97	379 419	
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	215 852	1 279 000
Réseau de distribution de l'eau potable	108		
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126		1 328 745
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
Réseau d'électricité	129		
	130	595 271	2 607 745

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131		
Péréquation	132	61 952	56 843
Neutralité	133		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	16 575	14 794
Fonds de développement des territoires	136		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137		
Partage des revenus du cannabis	138		
Autres	139		
	140	78 527	71 637
TOTAL DES TRANSFERTS	141	1 011 691	2 860 511

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

SERVICES RENDUS		Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	142		
Évaluation	143		
Autres	144		
	145		
Sécurité publique			
Police	146		
Sécurité incendie	147	23 332	24 686
Sécurité civile	148		
Autres	149		
	150	23 332	24 686
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	151		
Enlèvement de la neige	152		
Autres	153		
Transport collectif	154		
Autres	155		
	156		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157		
Réseau de distribution de l'eau potable	158		
Traitement des eaux usées	159		
Réseaux d'égout	160		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	161		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	162		
Tri et conditionnement	163		
Autres	164		
Autres	165		
Cours d'eau	166		
Protection de l'environnement	167		
Autres	168		
	169		
Santé et bien-être			
Logement social	170		
Autres	171		
	172		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	173		
Rénovation urbaine	174		
Promotion et développement économique	175		
Autres	176		
	177		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	178	18 590	70
Activités culturelles			
Bibliothèques	179		
Autres	180		
	181	18 590	70
Réseau d'électricité	182		
	183	41 922	24 756

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Réalisations 2018	Réalisations 2017
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffe et application de la loi	184		
Évaluation	185		
Autre	186	1 220	1 500
	187	1 220	1 500
Sécurité publique			
Police	188		
Sécurité incendie	189		
Sécurité civile	190		
Autres	191	1 582	1 629
	192	1 582	1 629
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	193		
Enlèvement de la neige	194		
Autres	195	74 061	66 503
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	196		
Transport adapté	197		
Transport scolaire	198		
Autres	199		
Autres	200		
	201	74 061	66 503
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	202		
Réseau de distribution de l'eau potable	203		
Traitement des eaux usées	204		
Réseaux d'égout	205		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	206		
Matières recyclables	207		
Autres	208		
Cours d'eau	209		
Protection de l'environnement	210		
Autres	211	1 136	883
	212	1 136	883
Santé et bien-être			
Logement social	213		
Sécurité du revenu	214		
Autres	215		
	216		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	217		
Rénovation urbaine	218		
Promotion et développement économique	219		
Autres	220		
	221		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	222		
Activités culturelles			
Bibliothèques	223		
Autres	224	15 495	31 093
	225	15 495	31 093
Réseau d'électricité	226		
	227	93 494	101 608
TOTAL DES SERVICES RENDUS	228	135 416	126 364

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Réalizations 2018	Réalizations 2017
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	229	2 020	2 489
Droits de mutation immobilière	230	21 060	12 258
Droits sur les carrières et sablières	231		83 407
Autres	232	280	80
	233	23 360	98 234
AMENDES ET PÉNALITÉS			
	234	2 758	2 086
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
	235		
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS			
	236	7 462	12 686
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237	(7 657)	
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238	2 000	
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239		
Contributions des promoteurs	240		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241		
Contributions des organismes municipaux	242		
Autres contributions	243	15 000	
Redevances réglementaires	244		
Autres	245	94 948	134 061
	246	104 291	134 061
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION			
	247		

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Réalizations 2018			Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	33 332		33 332	31 941
Greffe et application de la loi	2	854		854	10 089
Gestion financière et administrative	3	225 519	16 948	242 467	242 389
Évaluation	4	25 139		25 139	56 619
Gestion du personnel	5	6 003		6 003	
Autres					
-	6				
-	7				
	8	290 847	16 948	307 795	341 038
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	9	53 699		53 699	50 335
Sécurité incendie	10	106 779	52 169	158 948	136 271
Sécurité civile	11	306		306	300
Autres	12	2 263		2 263	2 349
	13	163 047	52 169	215 216	189 255
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	303 311	107 890	411 201	431 906
Enlèvement de la neige	15	374 393	17 254	391 647	346 639
Éclairage des rues	16	9 959		9 959	8 650
Circulation et stationnement	17	18 780		18 780	3 666
Transport collectif					
Transport en commun	18	2 072		2 072	2 055
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21				
	22	708 515	125 144	833 659	792 916

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Réalizations 2018			Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	15 615		15 615	18 037
Réseau de distribution de l'eau potable	24	48 155	136 245	184 400	155 807
Traitement des eaux usées	25	23 970	12 569	36 539	35 143
Réseaux d'égout	26	4 025	190	4 215	13 594
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	21 009		21 009	20 818
Élimination	28	35 866		35 866	32 849
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	13 727		13 727	13 457
Tri et conditionnement	30	2 749		2 749	2 941
Matières organiques					
Collecte et transport	31	7 753		7 753	7 554
Traitement	32	6 297		6 297	6 115
Matériaux secs					
Autres	34	869		869	735
Plan de gestion					
Autres	36				
Cours d'eau	37	953		953	14 845
Protection de l'environnement					
Autres	39				
	40	180 988	149 004	329 992	321 895
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41	6 528		6 528	8 850
Sécurité du revenu	42				
Autres	43				3 117
	44	6 528		6 528	11 967
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	20 219	1 766	21 985	20 205
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46				
Autres biens	47	2 079		2 079	9 432
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48	3 997		3 997	3 791
Tourisme	49	5 394		5 394	7 861
Autres	50				
Autres	51	4 614		4 614	
	52	36 303	1 766	38 069	41 289

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalizations 2018			Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Non audité					
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	72 813	19 220	92 033	66 994
Patinoires intérieures et extérieures	54	19 255	13 747	33 002	30 877
Piscines, plages et ports de plaisance	55				
Parcs et terrains de jeux	56	17 874		17 874	11 524
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58				
Autres	59	7 552	13 697	21 249	13 321
	60	117 494	46 664	164 158	122 716
Activités culturelles					
Centres communautaires	61				
Bibliothèques	62	9 464		9 464	9 416
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63	1 769		1 769	1 638
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65	2 157		2 157	2 326
	66	13 390		13 390	13 380
	67	130 884	46 664	177 548	136 096
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
68					
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dettes à long terme					
Intérêts	69	16 212		16 212	7 581
Autres frais	70	28 320		28 320	1 237
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71				
Autres	72				
	73	44 532		44 532	8 818
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
	74				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS					
	75	391 695	(391 695)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Saint-Épiphané

Code géographique : 12030

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	3
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	8
Frais de financement par activités	9
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	10
Rémunération des élus	11
Questionnaire	12

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Réalizations 2018	Réalizations 2017
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	351 488	
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		21 790
Parcs et terrains de jeux	10		16 651
Autres infrastructures	11	321 338	1 534 782
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		273 855
Édifices communautaires et récréatifs	14	3 746	1 206 444
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	28 077	54 868
Ameublement et équipement de bureau	18	8 374	13 878
Machinerie, outillage et équipement divers	19	15 729	26 559
Terrains	20		
Autres	21	19 944	
	22	748 696	3 148 827

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		
Autres infrastructures	27	672 826	1 573 223
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	75 870	1 575 604
	34	748 696	3 148 827

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5		82 697		82 697
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	351 800	248 091	23 200	576 691
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	351 800	330 788	23 200	659 388
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9		1 539 519		1 539 519
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12		1 539 519		1 539 519
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13		25 793		25 793
	14		1 565 312		1 565 312
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	15				
Autres	16				
	17				
	18		1 565 312		1 565 312
	19	351 800	1 896 100	23 200	2 224 700
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	351 800	1 896 100	23 200	2 224 700

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	2 224 700
--------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	1 539 519
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	25 793
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
Autres		
-	13	
-	14	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	659 388
---	----	---------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme	17	659 388
------------------------------	----	---------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	88 840
Communauté métropolitaine	19	
Autres organismes	20	

Endettement total net à long terme	21	748 228
------------------------------------	----	---------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote- part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	748 228
--	----	---------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
--	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
---	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Réalizations 2018	Réalizations 2017
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1	329	
Évaluation	2	25 139	56 619
Autres	3	10 026	9 767
Sécurité publique			
Police	4		
Sécurité incendie	5	24 311	23 103
Sécurité civile	6		
Autres	7		
Transport			
Réseau routier	8		
Transport collectif	9	385	374
Autres	10		
Hygiène du milieu			
Eau et égout	11		
Matières résiduelles	12	19 272	18 707
Cours d'eau	13	953	926
Protection de l'environnement	14		
Autres	15		
Santé et bien-être			
Logement social	16		
Autres	17		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	18	23 694	18 028
Rénovation urbaine	19		
Promotion et développement économique	20	4 987	8 420
Autres	21		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	22	6 750	6 726
Activités culturelles	23	4 970	4 907
Réseau d'électricité			
	24		
	25	120 816	147 577

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018****Non audité**

		2018	2017
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	716 081	3 133 872
Frais de financement	4	32 615	14 955
Autres	5		
	6	748 696	3 148 827

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	2,00	36,75	3 584,60	103 581	20 969	124 550
Professionnels	2						
Cols blancs	3	2,50	33,50	3 765,75	78 748	17 470	96 218
Cols bleus	4	6,62	40,00	13 193,72	260 718	41 131	301 849
Policiers	5						
Pompiers	6	19,00	5,00	1 549,75	30 011	1 411	31 422
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	30,12		22 093,82	473 058	80 981	554 039
Élus	9	7,00			22 368	2 617	24 985
	10	37,12			495 426	83 598	579 024

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	7 431	215 852			223 283
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	408 989	379 419			788 408
	17	416 420	595 271			1 011 691

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		2018	2017
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	5 517	
	4	5 517	
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	8 372	8 818
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	8 372	8 818
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	5 513	
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	5 513	
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	4 175	
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	4 175	
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	20 955	
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	20 955	
Réseau d'électricité			
	40		
	41	44 532	8 818

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	2018		2017
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	() () ()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	() () ()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	() () ()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Rénald Côté	8 258	4 140
Vallier Côté	1 655	828
Abel Thériault	1 655	828
Sébastien Dubé	1 655	828
Guillaume Tardif	1 655	828
Pâquerette Thériault	1 655	828
Caroline Coulombe	1 655	828

Note

En 2018, la rémunération du maire provenant de la Municipalité de Saint-Épiphanie a été de 4 965 \$ et la rémunération provenant de la MRC de Rivière-du-Loup a été de 3 293 \$. L'allocation de dépense reçue par le maire de la Municipalité était de 2 494 \$ tandis que l'allocation de dépense provenant de la MRC de Rivière-du-Loup a été de 1 646 \$.

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

- | Non audité | OUI | NON | S.O. |
|---|----------------------------|----------------------------|---------------------------------------|
| 1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre | 1 | 50 000 \$ | |
| 2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT? | 2 <input type="checkbox"/> | 3 <input type="checkbox"/> | 4 <input checked="" type="checkbox"/> |

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement.

- | | | | |
|--|----------------------------|---------------------------------------|--|
| 3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? | 5 <input type="checkbox"/> | 6 <input checked="" type="checkbox"/> | |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018 | 7 | \$ | |
| 4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? | 8 <input type="checkbox"/> | 9 <input checked="" type="checkbox"/> | |

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	OUI	NON
5. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2018	12	2 079 \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2018 des engagements en vertu du règlement concerné	13	2 800 \$
6. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 ^o du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	16	\$
7. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	19	\$
b) autres formes d'aide	20	\$
8. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2018	21	.....
Facteur comparatif de 2018	22	.....
Valeur uniformisée	23	.....

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

9. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2018 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

24 258 611 \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

25 268 945 \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

26 233 120 \$

b) Dépenses d'investissement

27 29 367 \$

c) Total des frais encourus admissibles

28 531 432 \$

d) Description des dépenses d'investissement :

Camion Sierra 2011 de 28 077\$

Ordinateur et moniteur de 1 290 \$

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 28 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 24, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

29 19.04.090

b) Date d'adoption de la résolution

30 2019-04-08

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Saint-Épiphane

Code géographique : 12030

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Au trésorier de la Municipalité de Saint-Épiphane,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel (état) de la Municipalité de Saint-Épiphane (Municipalité) de l'exercice terminé le 31 décembre 2018.

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (exigences légales).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit de l'état au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. Le tableau a été préparé afin de permettre à la Municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27-1). En conséquence, il est possible que le tableau ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable l'établissement de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état pris dans son ensemble est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Mallette S.E.N.C.R.L.
Société de comptables professionnels agréés

CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no A113347

DATE 2019-05-06

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	1 021 650
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	4 405
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	1 017 245
---	-----------	------------------

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	62 641 500
---	----	------------

Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2018 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	62 971 100
---	----	------------

Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	62 806 300
--	-----------	-------------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2018 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	[1] , [6 | 1 | 9 | 7] / 100 \$
--	----	------------------------------------

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019

Nom : Saint-Épiphan

Code géographique : 12030

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	799 280
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	36 471
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	835 751

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	104 202
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	71 470
Autres		
- Compteur d'eau	14	2 100
- Autres	15	34 010
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	3 900
Service de la dette	18	17 623
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	4 986
Activités d'investissement	21	
	22	238 291
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	238 291
	27	1 074 042

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	22
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	57
	5	79
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	8 000
	9	8 000
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	8 079

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	1 400
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	1 400

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	9 479

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1 63 030 700	x 2 1,2554 /100\$	3 791 287				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 x 5 /100\$	6					
Immeubles de 6 logements ou plus	7 x 8 /100\$	9					
Immeubles non résidentiels	10 x 11 /100\$	12					
Immeubles industriels	13 x 14 /100\$	15					
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 x 17 /100\$	18					
Autres	19 x 20 /100\$	21					
Immeubles agricoles	22 x 23 /100\$	24					
Total			25 791 287	26 (.....)	27 (.....)	28 7 993	29 799 280

Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30 63 030 700	x 31 0,0579 /100\$	32 36 471				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 x 34 /100\$	35					
Immeubles de 6 logements ou plus	36 x 37 /100\$	38					
Immeubles non résidentiels	39 x 40 /100\$	41					
Immeubles industriels	42 x 43 /100\$	44					
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45 x 46 /100\$	47					
Autres	48 x 49 /100\$	50					
Immeubles agricoles	51 x 52 /100\$	53					
Total			54 36 471	55 (.....)	56 (.....)	57 58	58 36 471

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$ 6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25	26 (.....) 27 (.....) 28	29

Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 (.....) 56 (.....) 57	58

	Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X 60	% 61	62 ( .....	) 63 ( .....	) 64	65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	[] [] [] [] , [] [] [] \$
Égout	2	[] [] [] [] , [] [] [] \$
Eau et égout	3	[3] [6] [8] , [0] [0] \$
Traitement des eaux usées	4	[] [] [] [] , [] [] [] \$
Matières résiduelles	5	[1] [3] [5] , [4] [9] \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Réserve vidange des étangs	18,0000	4	par immeuble imposable
Réserve appareils respiratoires	11,1200	4	par immeuble imposable
Réserve habits de combat	8,4200	4	par immeuble imposable
Service de ramonage	26,2500	4	par cheminée
Matières organiques	38,5000	4	par matricule utilisate
Dettes nouveau réservoir	62,1600	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	1 074 042
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2019 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	3 900
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	1 070 142

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11	63 030 700
----	------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2019

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12	| | 1 | , | 6 | 9 | 7 | 8 | /100 \$
----	---------------------------------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u>		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1						
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8						

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

	Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière				
Générales	9			
De secteur	10			
Autres	11			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification				
Service de la dette	12			
Autres	13			
Taxes d'affaires				
Sur la valeur locative	14			
Autres	15			
	16			

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input checked="" type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.			
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté	6 <input type="checkbox"/>	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.			
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2019 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	127 180 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26		\$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	<u>2 025 463 \$</u>
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	<u>88 700 \$</u>
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	<u>76 909 \$</u>
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	<u>77 619 \$</u>
9. Date d'adoption du budget par le conseil	31	<u>2018-12-17</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Stéphane Chagnon , atteste que le rapport financier de Saint-Épiphane pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2019-05-06.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Saint-Épiphane.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Épiphane consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Saint-Épiphane détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2019-05-06 08:57:48

Date de transmission au Ministère : 2019/05/08